



PREFET DE L'INDRE

Direction du Développement Local  
et de l'Environnement  
Bureau de l'Environnement

**Arrêté préfectoral N° 36-2019-01-31-002 du 31 janvier 2019  
portant mise en demeure  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement  
Société ROUSSEAU MEGISSERIE à Levroux**

**LE PRÉFET**  
**Chevalier de la Légion d'honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

Vu le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de M. Thierry BONNIER en qualité de Préfet de l'Indre ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2000-E-735 délivré le 21 mars 2000 à la société ROUSSEAU MEGISSERIE pour l'exploitation d'une mégisserie sur le territoire de la commune de LEVROUX à l'adresse suivante Rue du Château d'Eau concernant notamment la rubrique 2350 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2010-08-0055 délivré le 5 août 2010 et relatif aux rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique de la société ROUSSEAU MEGISSERIE ;

Vu l'article 4 de l'arrêté préfectoral du n° 2010-08-0055 délivré le 5 août 2010 susvisé qui dispose que l'exploitant doit fournir dans un délai maximal de 12 mois à compter de la notification du même arrêté préfectoral un rapport de synthèse de la surveillance initiale ;

Vu l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement qui dispose que Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisées conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 18 juillet 2018 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, resté sans réponse à ce jour ;

Vu la lettre de relance de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 10 octobre 2018, restée sans réponse à ce jour ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 21 juin 2018, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- non remise à l'inspection des installations classées du rapport de synthèse de surveillance initiale de l'action RSDE (recherche des substances dangereuses dans l'eau) ;
- absence de télédéclaration des résultats de la surveillance des effluents aqueux sur le site internet GIDAF (site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet) ;

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 2010-08-0055 délivré du 5 août 2010 susvisé, et un manquement aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 susvisé ;

**Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ROUSSEAU MÉGISSERIE de respecter les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 2010-08-0055 délivré du 5 août 2010 susvisé, et de respecter les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Sur proposition** de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de l'Indre,

### **ARRÊTE**

**Article 1** – La société ROUSSEAU MÉGISSERIE exploitant une installation de mégisserie sise rue du Château d'Eau sur la commune de Levroux est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 2010-08-0055 délivré du 5 août 2010, et de respecter les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 en :

- remettant à l'inspection des installations classées le rapport de synthèse de surveillance initiale de l'action RSDE (recherche des substances dangereuses dans l'eau) dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- transmettant les résultats de la surveillance de ses effluents aqueux par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet : le site internet gestion informatique des données de l'autosurveillance fréquente (GIDAF) à l'adresse suivante : <https://gidaf.developpement-durable.gouv.fr/Gidaf/> dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 2** – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 3** – Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Limoges par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté.

**Article 4** – Conformément à l'article R171-1 du code de l'environnement, la présente décision sera publiée sur le site internet des services de l'État dans l'Indre pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 5** – Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Indre, Monsieur le Maire de la commune de Levroux, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Pour le Préfet,  
et par délégation,  
La Secrétaire Générale,

  
Lucile JOSSE